



PROJET DE BUDGET 2010 : De nouveaux reculs pour l'immense majorité des citoyens

L a présentation du projet de loi de finances 2010 confirme et amplifie des choix désastreux pour la population, le monde du travail, les services publics.

A l'évidence, le Président de la République, le Premier ministre et le Gouvernement continuent à privilégier les intérêts des plus fortunés et à faire davantage encore payer la crise à celles et ceux qui n'y sont pour rien.

Leurs choix fiscaux en particulier sont frappés du sceau de l'iniquité la plus insupportable. Ils sont également caractérisés par leur vacuité en matière de relance pérenne et de développement économique et industriel équilibré.

En ce qui concerne le budget de l'Etat proprement dit et la Fonction publique, ce PLF est porteur de lourdes aggravations, alors que la situation est déjà extrêmement préoccupante.

La croissance zéro en volume des crédits est synonyme d'asphyxie approfondie de nombreux services qui n'auront plus les moyens de remplir leurs missions.

L'officialisation des nouvelles et massives suppressions d'emplois est d'une gravité extrême et totalement inacceptable. D'autant que, malheureusement, il y a fort à parier que, comme les années précédentes, le chiffre définitif et réel des suppressions d'emplois soit très largement supérieur à celui contenu dans le PLF.

Il ne faut d'ailleurs pas s'y tromper : il n'y a pas de ministères « gagnants » et d'autres « perdants », la saignée opérée met à mal tous les secteurs de la Fonction publique.

Attachée à l'intérêt général, porteuse de propositions visant à le promouvoir, l'UGFF ne peut donc être que résolument opposée à ces choix de régression tous azimuts.

Elle mettra tout en œuvre pour développer les mobilisations indispensables et gagner des orientations visant au progrès social pour tous.

Montreuil, le 1^{er} octobre 2009